



COLLECTIF NATIONAL CREDIT AGRICOLE

Paris, le 19 mai 2009

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

A l'occasion de l'assemblée générale à laquelle vous êtes conviés, les dirigeants du Crédit Agricole vont tenter de vous convaincre de la pertinence de leurs choix, de la solidité de l'entreprise face à une crise qui nous vient des USA et qu'ils ont dû subir comme une catastrophe naturelle. Ils vont vous demander de leur renouveler votre confiance et de voter les yeux fermés les résolutions qu'ils vous proposent.

En s'engageant sur la voie du capitalisme à tout va, les dirigeants du Crédit Agricole ont choisi sciemment de tourner le dos aux valeurs mutualistes qui l'ont vu naître et qui ont fait sa réussite. Pour tromper leur monde et leurs sociétaires, les dirigeants usent du marketing et de la communication pour se revendiquer de ses valeurs, tout en s'en éloignant de plus en plus dans la pratique au quotidien. Le modèle du Crédit Agricole dont les statuts des Caisses Régionales rappellent la vocation non capitaliste aurait dû lui éviter de sombrer dans les arcanes de la financiarisation de l'économie et rester à l'abri des effets désastreux qui en ont résulté. C'était sans compter sur l'ambition démesurée de ses dirigeants, et le désir d'en découdre avec un milieu qui ne cessait de moquer le modèle mutualiste tout en rêvant de mettre la main sur leurs richesses.

Eblouis par les ors de la finance les dirigeants du Crédit Agricole, MM. PAUGET et CARON en tête se sont engagés depuis 1988, (et plus encore depuis la mise sur le marché de CASA pour permettre l'acquisition du Crédit Lyonnais), dans une course à la taille par voie d'acquisitions souvent trop chèrement payées.

Alors que le Crédit Agricole se fait fort d'être la Banque Française la mieux capitalisée avec 63,7 milliards de capitaux propres part du Groupe, il convient de rappeler qu'avant d'acquérir le Crédit Lyonnais, Intesa, Emporiki, Bankinter et autres participations acquises après 2001, le Crédit Agricole revendiquait 80 milliards de fonds propres part du groupe pour solliciter l'avis des Comités d'entreprise. Ainsi depuis 2001, si l'on tient compte du montant des acquisitions, les capitaux propres ont fondu de moitié, de quoi rabattre quelque peu l'autosatisfaction dont se gaussent les dirigeants.

Depuis le début de la crise des subprimes en début 2007, les dirigeants du Crédit Agricole tentent de se défaire de leurs responsabilités. En outre ils n'ont cessé de démentir leurs engagements sur le marché des subprimes en 2007 avant de devoir

admettre l'ampleur des pertes subies en 2008 et de demander le soutien financier des Caisses Régionales détentrices du capital de CASA au travers de SAS la Boétie à hauteur de 54 % pour éviter le démantèlement du groupe.

Fin 2007, les salariés sont sollicités pour participer à une augmentation de capital qui s'élèvera à près de 550 millions d'euros, en faisant appel à la confiance qu'ils portent dans leur entreprise. Les dirigeants se garderont bien de les informer des difficultés rencontrés aux USA et déjà identifiées au moment de la souscription. Il s'agit ici d'une désinformation sciemment assumée par les dirigeants du Crédit Agricole. Non seulement, les salariés actionnaires ont été floués financièrement par leur souscription à 22,10 € l'action, alors que la valeur évolue autour de 11 €, mais ils ont été manipulés par une désinformation interne.

Loin de se remettre en cause, profitant de la crise, les dirigeants du groupe accélèrent la politique d'industrialisation de la banque qu'ils ont engagée à horizon 2018 et qui réduit les banques de plein exercice que sont les Caisses Régionales, le Crédit Lyonnais, ou encore Capicarma, Emporiki, et autre Bank inter au simple rôle de distributeurs de produits de banque Assurance. Or au moment de faire le choix de soutenir ou sanctionner la politique des dirigeants du Crédit Agricole, il est bon de préciser que le groupe CASA doit son salut à l'activité de banque de proximité assumée par le réseau des Caisses Régionales et celui de LCL.

La CGT, vous demande de sanctionner la politique et les dirigeants qui la mènent, elle n'est profitable ni aux salariés, ni aux actionnaires pas plus qu'elle ne l'est pour les clients.

En persistant dans les erreurs qui ont conduit le groupe Crédit Agricole à devoir assumer des dépréciations d'actifs phénoménales, les dirigeants du Crédit Agricole exposent gravement l'entreprise et se disqualifient par la même occasion.

Le modèle de proximité du Crédit Agricole constitue pourtant une excellente opportunité pourvu que les dirigeants sachent revenir aux métiers fondamentaux de la banque et ne s'enferment pas dans les doctrines économiques qui les ont menés à l'échec.

Mesdames, Messieurs les actionnaires, confiants dans votre capacité à nous écouter, nous vous prions d'accepter l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Le collectif national CGT du Crédit Agricole, LCL et les filiales